

Publications économiques et financières



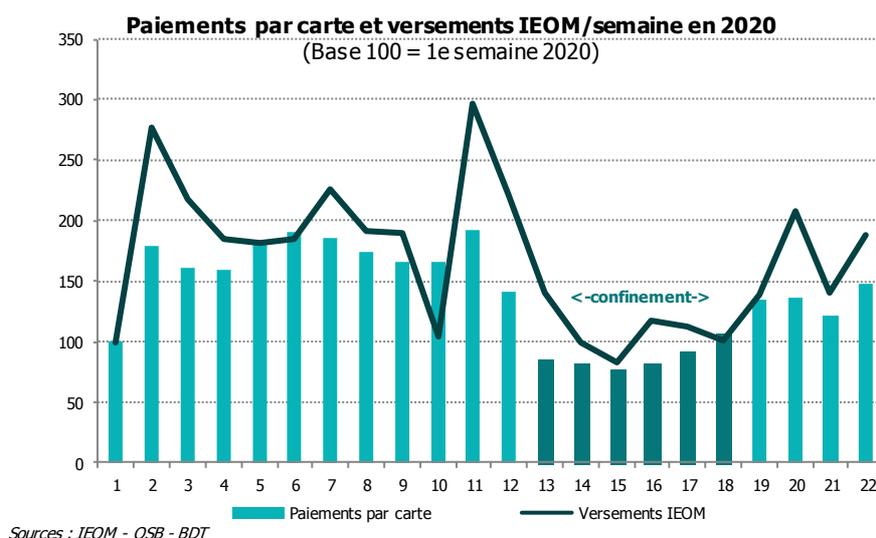
Conjoncture financière

Juillet 2020

IMPACT DE LA CRISE DE LA COVID-19 SUR LA SITUATION FINANCIÈRE DES MÉNAGES ET DES ENTREPRISES

ENVOLÉE DE L'ÉPARGNE FINANCIÈRE DES MÉNAGES ET DE L'ENDETTEMENT BANCAIRE DES ENTREPRISES À FIN MAI 2020

Le recensement des premiers cas de Covid-19 en mars 2020 en Polynésie française a conduit les pouvoirs publics à fermer les frontières aux non-résidents le 18 mars 2020 et imposer des mesures de confinement à l'ensemble de la population du 20 mars au 21 mai 2020, soit deux mois. Pendant cette période, les échanges se sont fortement réduits comme l'attestent la diminution des paiements par carte auprès des commerçants et celle des versements d'espèces au guichet de l'IEOM.



Cette note vise à évaluer l'impact de cette crise sanitaire, et par extension, des mesures prises, sur la situation financière des ménages et des entreprises entre mars et mai 2020, à partir des déclarations mensuelles d'encours de dépôts et de crédits, ainsi que de production de crédit, communiquées par les banques polynésiennes à l'IEOM. Il en ressort que :

- **les ménages** ont accumulé une épargne bancaire de près de 11,6 milliards de F CFP depuis le mois de mars, alors qu'en parallèle leurs encours de crédit se sont repliés de 1,3 milliard de F CFP.
- **les entreprises** voient leurs dépôts croître de 8,8 milliards de F CFP et leur endettement de 14,5 milliards de F CFP sur trois mois, portés par les octrois de prêts garantis par l'État¹ destinés à financer leurs besoins de trésorerie.

¹ Prêt consenti par les banques aux entreprises de toutes tailles, quelle que soit leur forme juridique (hors sociétés civiles immobilières, établissements de crédit et sociétés de financement) dont le montant ne peut excéder trois mois de chiffre d'affaires, ou deux ans de masse salariale pour les entreprises nouvelles ou innovantes. Destiné à soutenir la trésorerie des entreprises, il bénéficie d'une garantie de l'État à hauteur de 90 % (70 % ou 80 % si l'entreprise emploie plus de 5000 salariés ou réalise un chiffre d'affaires supérieur à 1,5 milliard d'euros soit 179 milliards de F CFP.

Les dépôts et l'endettement des ménages

L'augmentation **des dépôts à vue** des ménages s'accélère depuis le mois de mars : +4,2 milliards de F CFP en mai après 3,8 milliards de F CFP en mars et 2,2 milliards de F CFP en avril 2020, soit une hausse cumulée de 10,3 milliards de F CFP. De leur côté, **les dépôts rémunérés**, comprenant pour une large part les comptes sur livret et les comptes à terme, se contractent de 642 millions de F CFP après avoir enregistré un rebond de 2,2 milliards de F CFP au mois d'avril, soit un flux net cumulé de +1,3 milliard de F CFP sur trois mois.

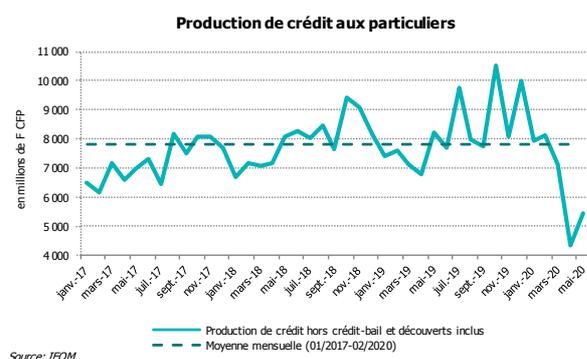
Ainsi, au regard d'un flux moyen de 1,2 milliard de F CFP sur les trois années précédentes, le **surplus de dépôts bancaires atteint 7,8 milliards de F CFP** en cumul sur trois mois. Il est particulièrement élevé en avril (4,8 milliards de F CFP) où les mesures de confinement ont été les plus strictes, avec notamment la fermeture des commerces non essentiels, avant d'être assouplies à partir du 29 avril.

Dépôts et crédits bancaires des ménages

Flux mensuels non cvs en millions de F CFP	Encours					Flux			Moyenne janv-17/févr-20
	déc-19	févr-20	mars-20	avr-20	mai-20	mars-20	avr-20	mai-20	
Dépôts bancaires	304 349	309 269	311 222	317 229	320 835	1 953	6 007	3 605	1 251
Dépôts à vue	100 483	104 196	106 443	110 200	114 448	2 248	3 757	4 248	796
Dépôts rémunérés	203 866	205 074	204 779	207 029	206 387	-295	2 251	-642	455
Crédits bancaires bruts	290 771	292 552	293 052	291 406	291 264	500	-1 646	-142	832
Consommation (hors crédit-bail)	69 919	69 676	69 539	68 175	67 568	-137	-1 364	-606	109
Habitat	188 351	190 476	191 076	190 726	191 702	600	-350	975	826
Autres	22 053	22 094	22 074	21 985	21 782	-20	-89	-203	155

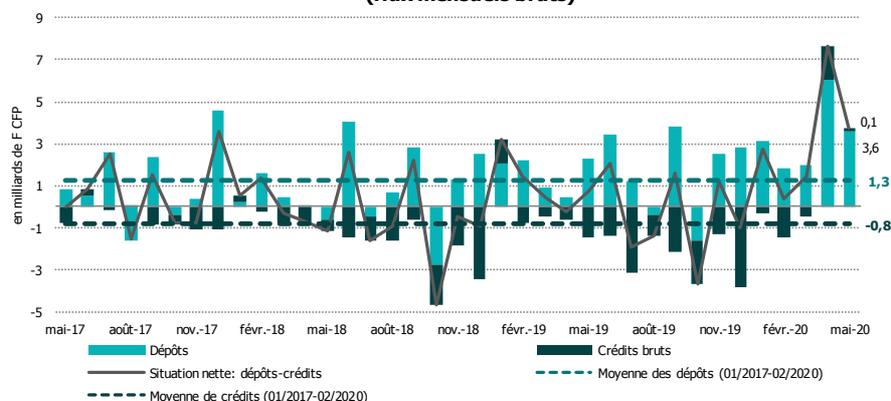
Source IEOM

En matière d'endettement, les flux nets des crédits chutent de manière significative en avril (-1,6 milliard après +500 millions), traduisant des remboursements d'encours supérieurs à la production de crédit, laquelle a très fortement ralenti. Dans le détail, cette diminution résulte principalement de l'effondrement des flux nets des crédits à la consommation (-1,4 milliard de F CFP), à corrélérer avec une consommation des ménages en biens durables atone, illustrée notamment par le recul sur un an des immatriculations de véhicules de 41 % pour les mois de mars et d'avril. De la même façon, ceux des crédits à l'habitat se contractent, mais dans une moindre mesure (-350 millions de F CFP). À fin mai, les flux nets des crédits se redressent, stimulés par la reprise des crédits à l'habitat (+975 millions) et une diminution moins marquée de l'encours des crédits à la consommation.



En conséquence, hors détention de numéraire (billets et pièces) et de placements non bancaires, **le surplus d'épargne financière nette des ménages (dépôts – crédits) s'établit à 12,9 milliards de F CFP en cumul sur trois mois** (dont 7,6 milliards en avril), soit 11,6 milliards de F CFP de plus que sa tendance.

Dépôts et crédits des particuliers (flux mensuels bruts)



Note de lecture : Pour une meilleure lecture, les flux de dépôts sont situés au-dessus de l'axe des abscisses et le flux net de crédit en dessous de l'axe. Un flux net de crédit « négatif » correspond ainsi à une augmentation de l'endettement net.

Les dépôts et l'endettement des entreprises

À fin mai, **les encours de crédits bancaires** aux entreprises progressent sensiblement (+7,3 milliards de F CFP, après +6 milliards de F CFP en avril). Cette croissance notable, largement au-dessus des flux observés habituellement (+540 millions de F CFP en moyenne sur les 3 années précédentes), s'explique principalement par la hausse des crédits d'exploitation, liée aux accords de PGE en faveur de 275 entreprises pour un montant total de 14,1 milliards de F CFP¹. Ainsi, pour faire face à leurs charges fixes et conforter leur trésorerie, dans un contexte de ralentissement, voire d'arrêt total de leur activité, les entreprises ont massivement recouru à l'endettement.

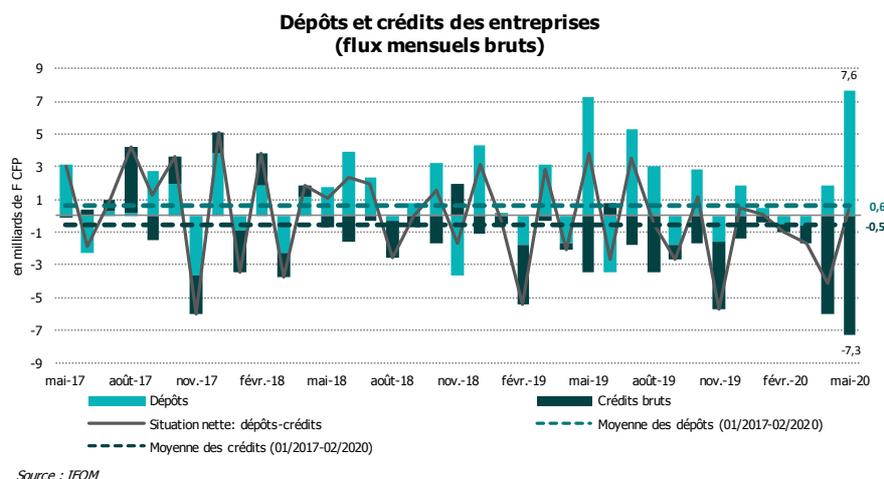
Dépôts et crédits bancaires des entreprises

flux mensuels non cvs en millions de F CFP	Encours					Flux			Moyenne janv-17/févr-20
	déc-19	févr-20	mars-20	avr-20	mai-20	mars-20	avr-20	mai-20	
Dépôts bancaires	178 699	178 648	178 019	179 854	187 497	-629	1 835	7 643	620
Dépôts à vue	133 975	133 031	132 624	134 138	142 177	-406	1 513	8 040	812
Dépôts rémunérés	44 723	45 617	45 395	45 717	45 320	-223	322	-397	-192
Crédits bancaires bruts	205 094	205 964	207 077	213 103	220 423	1 113	6 026	7 320	540
Crédits d'exploitation	74 263	74 012	74 024	78 496	84 795	12	4 472	6 299	353
Crédits à l'investissement (hors crédit-bail)	111 586	113 972	114 448	114 793	115 581	475	345	788	722
Autres crédits	4 099	4 120	4 018	4 044	4 016	-102	26	-28	23

Source : IEOM

En baisse à fin mars, **leurs dépôts bancaires** connaissent un accroissement de 1,8 milliard de F CFP en avril et 7,6 milliards de F CFP en mai (contre un flux moyen de janvier 2017 à février 2020 de 620 millions de F CFP) correspondant aux fonds issus des PGE non encore utilisés.

Au total sur trois mois, l'endettement bancaire des entreprises a augmenté de 14,4 milliards de F CFP tandis que leurs dépôts ont enregistré une croissance de 8,8 milliards, soit une **situation nette négative (dépôts-crédits) de 5,6 milliards de F CFP**.



Note de lecture : Pour une meilleure lecture, les flux de dépôts sont situés au-dessus de l'axe des abscisses et le flux net de crédit en dessous de l'axe. Un flux net de crédit « négatif » correspond ainsi à une augmentation de l'endettement net.

¹ PGE accordés et non nécessairement décaissés : 4,3 milliards de F CFP en avril et 9,8 milliards de F CFP en mai.